

Général Hervé de Courrèges : " Un pays sans souveraineté n'est plus invité à la table "

Titre(s) : Général Hervé de Courrèges : " Un pays sans souveraineté n'est plus invité à la table "
[[periodique]] / Etienne Girard

Ensemble : Express (L') 3899

Auteur(s) : Girard, Etienne

Autre(s) auteur(s) : Chol, Eric

Editeur, producteur : 26/03/26

Description matérielle : pp.28-29

ISSN : 0014-5270

Note sur la description matérielle : 3

Résumé ou extrait : Réuni à Paris du 24 au 26 mars 2026, le Paris Defence and Strategy Forum s'affirme comme un rendez-vous européen important sur la défense et la géostratégie. Hervé de Courrèges y définit la souveraineté comme l'exclusivité d'une compétence traditionnellement liée aux fonctions régaliennes de l'Etat, tout en rappelant qu'aucun pays ne peut aujourd'hui prétendre à une souveraineté totale dans un monde d'échanges et d'interdépendances. L'enjeu consiste donc à reconquérir des marges de souveraineté afin de disposer d'un socle de résilience et d'un levier de négociation. Il cite la construction européenne, fondée sur la mutualisation de capacités critiques comme le charbon et l'acier, comme exemple d'un partage utile lorsqu'il repose sur des objectifs communs. Sur le plan militaire, il estime que la France a eu raison de préserver une base industrielle et technologique de défense de haut niveau, notamment grâce au rôle de la DGA, même si elle n'a pas conservé une capacité de production de masse. Il souligne que le pays sait encore produire des missiles balistiques, des chars, des avions de chasse, des sous-marins nucléaires et des satellites, et met en avant Airbus et MBDA comme exemples de réussite industrielle européenne. Face à la domination américaine dans l'armement, il juge inévitable une réduction de la dépendance européenne, tout en reconnaissant qu'en 2026 les achats d'urgence se font encore auprès des rares producteurs de masse situés hors d'Europe. Il plaide donc pour une préférence européenne, le développement de nouveaux champions industriels et la construction d'une BITD européenne autonome et souveraine. Enfin, il alerte sur la souveraineté numérique : la domination d'entreprises transnationales dans les technologies de pointe et les plateformes crée des dépendances préoccupantes qui exigent financement, soutien aux filières d'avenir, réindustrialisation et protection des actifs sensibles....

Sujet - Nom commun : Souveraineté

Défense -- France -- Paris

Stratégie -- France

Relations internationales -- France